



# Plongée au fond de Stocamine

Dix-huit mois après notre dernière descente à Stocamine, nous avons pu constater, de visu, combien la mine travaille à 535 mètres sous terre à Wittelsheim. Alors que le ministre de l'Écologie a commandé un rapport de faisabilité d'un déstockage complémentaire, les travaux de confinement ont débuté. /PAGE 10

Sur le site de stockage de déchets ultimes Stocamine, une galerie des anciennes Mines de potasse d'Alsace rebouchée avec du sel. Photo L'Alsace/Thierry GACHON



Photo DNA/Laurent HABERSETZER

| ARMÉE |

## Ça marche pour le centenaire du 15-2

Page 9



Archives L'Alsace/Denis SOLLIER

| SANTÉ |

## Développer l'hospitalisation à domicile

Page 11

## Festival des Véhicules Anciens

**MULHOUSE**  
29 & 30 juin

- 20 défilés à la Cité de l'Automobile
- 1 hommage à Matra
- 6 expositions
- 500 véhicules
- Concerts et animations gratuits
- Dédicaces
- Baptêmes
- Bourse de pièces

ALSACE PARC EXPO. MULHOUSE



ENVIRONNEMENT | Wittelsheim

# Stocamine ou la course contre le temps

**Dix-huit mois après notre dernière descente à Stocamine, nous avons pu constater de visu combien la mine travaille à 535 mètres sous terre, à Wittelsheim... Alors que le ministre de l'Écologie a commandé un rapport de faisabilité d'un déstockage complémentaire, les travaux de confinement ont débuté.**

Usel de potasse, il en a été sorti des millions de tonnes durant pratiquement les cent ans qu'a duré l'exploitation des mines de potasse d'Alsace. Le sous-sol du Bassin potassique en regorge encore d'ailleurs. Et pourtant, ce sont bien des sacs de sel venu d'Allemagne, destinés aux travaux de confinement, qui redescendent aujourd'hui. Comme un clin d'œil à ce dossier empoisonné nommé Stocamine où le dramatique le dispu-

te au ridicule. Car presque dix-sept ans après l'incendie qui a mis fin à l'exploitation du centre de stockage, aucune décision définitive n'a été prise concernant les 41 700 tonnes de déchets encore enfouis à Wittelsheim.

## Du rafistolage

Il y a pourtant urgence au regard de la détérioration de la situation minière. L'avenir du site est suspendu à une décision politique qui ne sera pas prise avant la rédaction d'un rapport de faisabilité technique et financière demandée par le ministre de la Transition écologique, François de Rugy. Une étude dont les résultats ne seront pas connus avant l'année prochaine.

En attendant un énième rapport, le rafistolage continue au fond de la mine avec le boulonnage et le cerclage des parois, mais aussi la

mise en place de grillages sur parfois plusieurs mètres, voire plusieurs dizaines de mètres, afin d'éviter les effondrements.

Murs soufflés, parois fissurées, toits effondrés n'ont plus rien d'exceptionnel dans cette mine où les galeries se réduisent en moyenne de 8 cm par an. Et dans les blocs de stockage, le resserrement des galeries est en train d'étouffer littéralement les énormes sacs comme les fûts. C'est ce qui rend si complexe tout projet de déstockage, au-delà de la manipulation de produits chimiques dont les contenants pourraient être percés. « L'entrée des blocs n'est pas démonstrative. La pression est encore plus forte au milieu des allées », assure Sylvain Giesen, responsable des travaux.

Chaque jour, une cinquantaine de personnes s'activeraient au fond. Aux 44 mineurs polonais de la so-



Francis Hamerla, le délégué mineur, devant une galerie dont le toit s'est effondré. Photo L'Alsace

ciété Primetech, anciennement Kopex, chargés de l'entretien minier, s'ajoutent une dizaine des 29 salariés des MDDPA et des intervenants extérieurs. Coût de l'opération par jour travaillé : 80 000 €. Personne ne l'affirme ouvertement mais plane l'impression que l'État gaspille son argent en reculant sans cesse la décision finale, laissant à la mine le soin de dicter sa loi...

## Du sel « cicatrisant »

Outre l'entretien de la mine et des accès, deux gros chantiers sont en cours en vue du confinement : la construction d'un barrage pilote (lire par ci-dessous) et le creusement d'une galerie de 180 m dans la couche de schiste pour créer une voie exécutoire vers les vieux travaux miniers au cas où un ennoya-

ge devait se produire. Ce à quoi ne croit pas le délégué mineur, Francis Hamerla, pour qui « c'est ouvrir la boîte de Pandore ». « Un siècle de mine a montré qu'il n'y avait pas d'ennoyage. Les mesures sur les puits fermés le démontrent. La particularité d'une mine de potasse d'Alsace est que le sel joue un rôle de cicatrisation », assure le délégué mineur selon qui « relancer le déstockage ferait courir de grands risques au personnel ».

Si la station électrique utilisée pour le déstockage des produits mercuriels est en cours de démontage pour être réutilisée ailleurs, le système d'aération, lui, est resté en l'état, au cas où l'État déciderait de relancer le déstockage. « Le problème est que le savoir-faire minier a disparu », note Thierry Lapp, le délégué mineur suppléant, tout en inspectant les parois. « La plus

grosse crainte des gens est la pollution de la nappe phréatique. On prend toutes les précautions pour éviter cela », indique Céline Schumpp. « C'est l'État actionnaire qui décidera s'il faut enfouir ou déstocker. Les MDDPA sont un outil au service de l'État. Nous sommes exploitants miniers, pas experts. C'est pour cela que nous nous entourons de spécialistes », ajoute la liquidatrice amiable et secrétaire générale des MDDPA. Pour elle, la solution devra tenir compte de trois éléments fondamentaux : « Le bénéfice environnemental, la sécurité des salariés et les coûts. »

Un reportage de Laurent BODIN (textes), Thierry GACHON (photos) et François TORELLI (vidéos)

PLUS WEB Diaporama photo et version grand format sur notre site internet : [www.lalsace.fr](http://www.lalsace.fr)



Francis Hamerla inspecte un bloc où sont stockés des déchets compactés par la pression mécanique de la mine. Photo L'Alsace

## « Aucun de nous n'accepterait »

À la suite de l'idée d'un « collectif de sages » émise par l'ancien délégué mineur Jean-Claude Lostuzzo, sept anciens mineurs sont descendus à Stocamine pour se faire leur opinion. « Aucun d'entre nous ne serait prêt à rentrer dans ces blocs vu les risques et la dangerosité pour les personnes », assurent ces mineurs expérimentés dans une déclaration commune. « Certains d'entre nous tirent un parallèle avec le dernier accident mortel à Marie-Louise qui avait été causée par la chute du toit. Nous disons qu'il ne faudrait pas prendre un risque pareil. On a l'impression d'être dans un foudroyage. Aucun d'entre nous n'accepterait qu'un de nos proches (fils, frère, neveu) aille faire ce travail ! Et puis un déstockage, même partiel, pose le problème du traitement une fois les produits remontés à la surface... Aucun risque humain ne doit être pris. La corporation a payé le prix fort, comme en témoigne le mémorial à Wittenheim », notent-ils. Jean-Claude Lostuzzo rappelle, pour sa part, avoir « demandé, dès le début, la réversibilité des produits stockés au fond ». « Aujourd'hui, ma position n'a pas changé, mais la situation minière a évolué. En effet, dans certaines parties du stockage, la pression est telle que déstocker avec les techniques d'aujourd'hui ferait prendre un très grand risque au personnel qui y serait affecté. Ce qui peut être déstocké dans des conditions normales pour le personnel doit être fait sans attendre », demande l'ancien délégué mineur.



L'effondrement du toit d'une galerie remblayée en sa partie inférieure : la dégradation de la mine fait craindre l'impossibilité de déstocker au milieu des allées de stockage des déchets. Photo L'Alsace

## REPÈRES

- 1997-2002 : 44 000 t de déchets ultimes sont enfouies à Stocamine, à Wittelsheim.
- 10 septembre 2002 : un incendie survient dans le bloc 15, interrompant définitivement l'activité de stockage.
- 2013 : les MDDPA, chargés de liquider leur filiale Stocamine, reçoivent l'instruction de procéder au déstockage de 93 % des déchets mercuriels.
- 2014-2017 : 2 270 tonnes, soit 95 % des déchets mercuriels, sont extraites pour être envoyées en Allemagne.
- 12 février : trois semaines après avoir décidé le confinement, le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, enclenche une nouvelle étude de faisabilité d'un déstockage complémentaire.

## Le confinement en action

Ne serait-ce que parce qu'il est exclu de déstocker le bloc 15 dans lequel a eu lieu l'incendie en 2002, ceci malgré le souhait des partisans du déstockage total, un confinement des déchets devra être mené. Les MDDPA ont enclenché, il y a plus de deux ans, la phase préparatoire de ce chantier consistant en la construction de 19 barrages en ceinture du stockage. L'objectif est de faire face à un risque d'ennoyage et de retarder « de plus de 1 000 ans » la sortie éventuelle de saumure polluée. « Le sel emprisonnera les déchets et les compactera. À cette profondeur, les terrains cicatrisent rapidement sous l'effet de la pression naturelle et les vides se combrent, empêchant la saumure de circuler », affirme Francis Hamerla, le délégué mineur. Pour l'heure, seul un barrage test



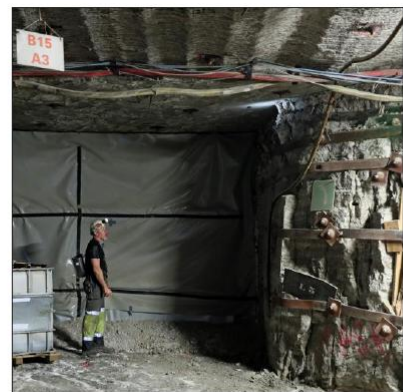
Le chantier pilote des barrages a permis de constater une plus grande perméabilité et résistance de la technique du béton coulé par rapport au béton projeté. Photo L'Alsace

a été réalisé, consistant à construire deux barrages de 6 m de long chacun. « Lun a été construit en béton projeté et l'autre en béton coulé. Le premier n'a pas montré

de performances de perméabilité suffisantes lors des tests de résistance et de perméabilité », explique Sylvain Giesen, responsable des travaux aux MDDPA. « Des étu-

des de mesures sont en cours pour voir comment évolue la galerie. Cette grosse masse sera enfermée par le sel qui assure l'étanchéité. Par contre, si le pilote est réalisé en galerie simple, nous avons, en réalité, affaire à des galeries doubles. Ce qui va accroître les contraintes », précise Sylvain Giesen.

Les études se poursuivront aussi longtemps que l'État n'aura pas décidé du devenir définitif du stockage. « De toute façon, construire les barrages en même temps que déstocker est pour nous inenvisageable », souligne la liquidatrice amiable et secrétaire générale des MDDPA, Céline Schumpp. Ce que réaffirme Sylvain Giesen un peu plus tard : « Deux chantiers aussi importants ne sont pas réalistes », confie l'ancien responsable du déstockage.



Le bloc 15, dans lequel est survenu l'incendie en septembre 2002, est exclu de l'étude de faisabilité du déstockage. Photo L'Alsace